

**Forum sur la gouvernance de la sécurité en Afrique de l'Est :  
Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité en matière de lutte  
contre le terrorisme et l'extrémisme violent**

Session 6: Impliquer les communautés, la société civile et les médias  
dans le contrôle de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme  
violent

PHYLLIS MUEMA, HSC  
DIRECTRICE EXECUTIVE  
KENYA COMMUNITY SUPPORT CENTRE (KECOSCE)

[www.kecosce.org](http://www.kecosce.org)

# À propos du Centre de soutien communautaire du Kenya (KECOSCE) [www.kecosce.org](http://www.kecosce.org)

- ▶ KECOSCE est une organisation nationale d'intérêt public établie au Kenya depuis 2006.
- ▶ Vision d'une société juste, pacifique et progressiste KECOSCE met en œuvre des programmes PCVE depuis 15 ans et a participé à la mise en œuvre de la stratégie nationale du Kenya en matière de PCVE, ainsi que des actions des comtés en matière de PCVE dans la région côtière.
- ▶ Gère un mécanisme régional d'alerte précoce et de réponse rapide (EWER) soutenu par des observateurs communautaires bénévoles.

# Réflexion sur les menaces pour la sécurité

- ▶ La corruption
- ▶ Terrorisme et radicalisation menant à l'extrémisme violent
- ▶ la cybercriminalité et la criminalité facilitée par l'internet
- ▶ Existence de groupes criminels organisés
- ▶ Violence sexuelle et sexiste - (SGBV)
- ▶ Conflits induits par le changement climatique - sécheresse, inondations, insécurité alimentaire, conflits communautaires
- ▶ Crise économique et chômage des jeunes
- ▶ Protection et promotion de l'espace civique

# POURQUOI IMPLIQUER/ENGAGER LES OSC/MEDIA

- ▶ Le rôle du Kenya au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et la pression exercée pour qu'il donne l'exemple en matière de CT/PVE, de femmes, de paix et de sécurité (1325), de jeunesse, de droits de l'homme, etc.
- ▶ Le plan d'action 2015 du Secrétaire général des Nations unies appelle à une approche globale englobant non seulement des mesures antiterroristes essentielles fondées sur la sécurité, mais aussi des mesures préventives systématiques visant à s'attaquer aux conditions sous-jacentes qui poussent les individus à se radicaliser et à rejoindre des groupes extrémistes violents.
- ▶ La menace croissante qui pèse sur la démocratie kenyane, l'unité et la prise de conscience du fait que le terrorisme est complexe et ne peut être combattu uniquement par les armes, et que les citoyens sont le meilleur moyen de défense contre le terrorisme.
- ▶ Exigence constitutionnelle - la nécessité d'inclure les citoyens

## **FACTEURS DE POUSSEE**

- Sentiments primaires et religieux
- Disparités économiques
- Différences politiques
- Injustice perçue
- les menaces écologiques, telles que l'insécurité alimentaire, la pénurie d'eau et le changement climatique,

## **FACTEURS DE TRACTION**

- Mentalité d'auto-victimisation
- Griefs collectifs
- Compréhension déformée des croyances enracinées dans : a) la religion, l'idéologie politique, l'ethnicité et les différences culturelles ; b) les réseaux sociaux et l'influence des dirigeants

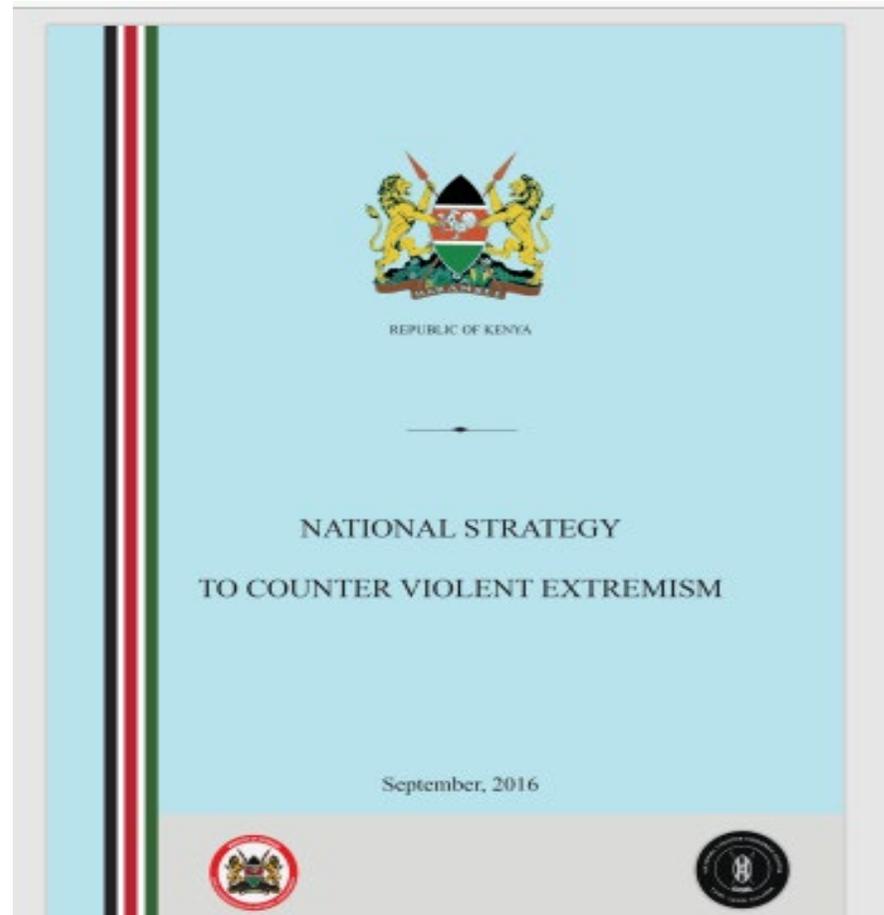
- **Approche "douce"**
- **Complémentaire**
- **Systematique, planifiée et intégrée : Implique activement toutes les parties prenantes**
- **Principes** : centrés sur les personnes (droits de l'homme et libertés ; État de droit et justice ; intégration de la dimension de genre ; respect des droits de l'enfant, sécurité et sûreté ; bonne gouvernance ; participation de toutes les parties prenantes ; sagesse et diversité locales).
- Une approche globale du gouvernement et de la société

- Stratégie nationale 9 piliers de la stratégie nationale
- Localisation et appropriation locale 47 plans d'action de comté plus de 2000 OSC impliquées

Programmation fondée sur des données probantes et maintien de l'ordre basé sur le renseignement

- Implication des médias
- Engagement du secteur privé

# L'approche globale de la société et du gouvernement du Kenya à l'égard de PCVE



# Stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent - Approches

- ▶ Les piliers de travail
- ▶ Désengagement et réintégration
- ▶ Action nationale et locale
- ▶ L'agenda de la recherche
- ▶ Points d'entrée des parties prenantes
- ▶ Mesurer l'impact de la CVE
- ▶ Coordination, engagement des parties prenantes et mesure de l'impact

# Les 9 piliers de la stratégie

- ▶ 1. Pilier psychosocial
- ▶ 2. Pilier éducatif
- ▶ 3. Pilier politique
- ▶ 4. Pilier de la sécurité
- ▶ 5. Pilier confessionnel et idéologique
- ▶ 6. Formation et capacité
- ▶ 7. Arts et culture
- ▶ 8. Pilier juridique et politique
- ▶ 9. Pilier des médias et des services en ligne

# Nouvelle Stratégie 2025-2030

FOCUS	GROUPES DE TRAVAIL
SENSIBILISATION	Foi et idéologie, Communication et technologie
L'AUTONOMISATION	Économique, éducation, psychosocial
ALERTE PRÉCOCE ET RÉACTION RAPIDE	Sécurité et police de proximité, formation et renforcement des capacités
POLITIQUE ET PRATIQUE	Gouvernance et niveau départemental MERL
INCLUSIVITÉ	Réseaux Kina Mama PCVE, les jeunes, mentors masculins

# PRINCIPALES RÉALISATIONS

- ▶ Renforcement de la résilience et de la cohésion sociales au sein de PCVE au niveau local.
- ▶ Coordination et consolidation des efforts en faveur de PCVE, en facilitant l'instauration d'un climat de confiance et la communication avec le gouvernement, et en consolidant les efforts de partage des connaissances.
- ▶ Élargissement des plateformes de suivi, d'établissement de rapports et de partage des connaissances entre le gouvernement et les OSC et le matin.
- ▶ Mobilisation des ressources : soutenue principalement par les partenaires du développement et amélioration des résultats en matière de sécurité.
- ▶ Légimité accrue : sensibilisation et soutien du public à l'établissement de rapports,

# Meilleures pratiques

- ▶ Les interventions des OSC sont bien accueillies en raison de leur approche humaniste et de leur conception durable, ce qui se traduit par des effets mesurables et durables sur les communautés.
- ▶ Les OSC possèdent une connaissance approfondie des contextes locaux, ce qui leur permet de surmonter les résistances à la mise en œuvre des politiques nationales en alignant les interventions sur les besoins locaux.
- ▶ Les OSC mènent des recherches approfondies et collaborent avec d'autres organisations, en s'appuyant sur des réseaux communautaires bien établis et des connaissances locales.
- ▶ Les OSC excellent dans la simplification de termes complexes, accélérant ainsi l'intégration de questions clés au sein des communautés. Formées à l'utilisation d'un langage approprié pour les programmes, les OSC favorisent une plus grande volonté de la part des communautés et une participation efficace.

# Impliquer la société civile et les médias dans le contrôle de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent

- ▶ Fournir des informations de terrain pour informer le parlement par le biais des EWER, des groupes communautaires, etc.
- ▶ Mettre en place des mécanismes de responsabilisation pour garantir que les mesures antiterroristes sont légales, non discriminatoires et respectent les droits de l'homme.
- ▶ Renforcer les capacités des communautés/citoyens à s'engager auprès du parlement.
- ▶ Renforcer la confiance entre les communautés et les services de sécurité de l'État Recherche et influence des politiques fondées sur des données probantes
- ▶ Soutenir la communication stratégique, les récits et les contre-récits

# Appel à l'action

- ▶ Le rôle du Parlement en matière de législation, de représentation, de contrôle et d'allocation des ressources reste très important.
- ▶ Équilibrer les approches militaires avec les approches politiques et de développement - Il est essentiel pour la stabilité à long terme de s'attaquer aux causes profondes telles que le chômage des jeunes et les déficits de gouvernance.
- ▶ Établir des partenariats avec les médias afin d'accroître la confiance et l'adhésion du public.
- ▶ Soutenir les efforts de PCVE centrés sur les citoyens et le programme de localisation.
- ▶ Renforcer la surveillance des institutions de la CT pour s'assurer qu'elles sont centrées sur les personnes et les droits de l'homme, par exemple le fonds d'indemnisation des victimes (POTA), l'agence de protection des témoins, etc.